



Bienvenue en économie de guerre ! Le second choc chinois

La Fabrique de l'Exportation a organisé un nouveau Débat du Commerce International centré sur la Chine. David Baverez, entrepreneur et essayiste basé à Hong Kong depuis plus de dix ans, auteur de « Bienvenue en économie de guerre ! », y a livré une analyse détaillée des transformations économiques et géopolitiques qui façonnent la montée en puissance de la Chine et ses conséquences pour l'Europe.

Trois transformations structurantes, dont une sous-estimée

David Baverez identifie trois transformations majeures pour la décennie qui vient : le changement climatique, l'intelligence artificielle et le retour de la géopolitique dans le business. C'est cette dernière, selon lui, dont on parle le moins alors qu'elle sera la plus impactante, par son immédiateté, sa magnitude et notre impréparation collective. Sa conviction naît de l'observation de l'année 2022, qui a mis fin à un cycle de trente années glorieuses entamé après 1989 : ouverture, libre-échange, sous-traitance, taux d'intérêt bas, facilité d'endettement. Ce cycle s'est brisé sous l'effet de deux événements de 2022, l'un mal compris en Europe, l'autre largement ignoré.

Le premier est la guerre d'Ukraine, souvent perçue comme un conflit isolé alors qu'elle constitue, selon David Baverez, un épiphénomène de la véritable guerre : la seconde guerre froide entre la Chine et les États-Unis, un affrontement inédit entre deux puissances qui réalisent 600 à 700 milliards de dollars d'échanges annuels et qui sont donc contraintes de continuer à s'entendre, à la différence des rivalités historiques comparables.

La guerre technologique, ou « Pearl Harbor » du 7 octobre 2022

Ce nouveau type de conflit est ce que David Baverez appelle une guerre « techno-temporelle » : les États-Unis, ayant compris que le XXI^e siècle sera technologique, ont proposé implicitement à la Chine de leur laisser les technologies de rupture (intelligence artificielle, semi-conducteurs avancés, informatique quantique) tout en lui concédant les industries du XX^e siècle appelées à se digitaliser et à monter en gamme : automobile, aéronautique, chimie, machines-outils, pharmacie de base. Or ces industries sont précisément entre les mains de l'Europe. Le 7 octobre 2022, dix jours avant le 20^e Congrès du Parti communiste chinois, les États-Unis ont coupé l'accès de la Chine à ces technologies critiques, un épisode que David Baverez qualifie de « Pearl Harbor » asiatique, équivalent en importance au 7 octobre du Proche-Orient pour l'Europe. Il en résulte ce qu'il nomme une forme de « yéménisation » du conflit : de même que l'Arabie saoudite et l'Iran se sont longtemps affrontés par procuration au Yémen, la Chine et les États-Unis se disputeraient aujourd'hui le terrain européen.

Le second événement de 2022, largement sous-estimé en Occident, est le 20^e Congrès du Parti communiste chinois, où le président Xi Jinping a acté la reprise en main étatique du secteur privé, rompant le partenariat public-privé qui avait porté trente années de réussite chinoise. Depuis cette date, le stock de capital privé chinois ne croît plus, et la croissance repose désormais essentiellement sur l'investissement public et sur les exportations de surcapacités industrielles subventionnées à perte.

Le second choc chinois : innover sans gain de productivité

Ce second choc chinois, distinct de celui de l'entrée à l'OMC en 2001, se caractérise par un modèle inédit : l'innovation à faible productivité. La Chine continue d'innover, devenant le laboratoire du monde et non plus seulement son atelier, mais l'État finance directement le capital des nouvelles usines et, fait inédit en 2024, autorise même la baisse des salaires pour maximiser la compétitivité à l'export. L'exemple automobile illustre ce basculement : face à la Renault 5 électrique, vendue environ 35 000 €, BYD propose, pour ce même budget, l'équivalent d'une BMW, ou, pour environ 10 000 €, une citadine comparable à la Renault 5. Cette situation reflète, selon David Baverez, une rivalité désormais systémique entre deux modèles économiques radicalement différents

: le capitalisme occidental d'un côté, et de l'autre un système qu'il qualifie de « néo-léniniste-marxiste ».

Sous Trump, une guerre qui devient monétaire

L'approche décrite jusqu'ici correspondait, selon David Baverez, à la vision démocrate, résumée par la formule « small yard, high fence » : circonscrire la confrontation à un périmètre technologique restreint mais y ériger des barrières très hautes. L'administration républicaine, incarnée notamment par Scott Bessent, pressenti secrétaire au Trésor, estime que cette approche a laissé beaucoup trop de champ libre à la Chine dans les autres domaines. Bessent justifie une réforme de l'ordre mondial par deux arguments : d'une part, la dépendance croissante des États-Unis vis-à-vis d'un pays non allié, la Chine représentant aujourd'hui 35 % du manufacturing mondial et visant 45 % d'ici 2030, menace directement la sécurité d'approvisionnement américaine ; d'autre part, le refus chinois de développer sa consommation intérieure empêche tout rééquilibrage naturel des échanges internationaux, contrairement au schéma ricardien classique.

Sa stratégie annoncée consiste à escalader avant de désescalader : augmenter dans un premier temps les droits de douane, ce qui ralentira la croissance chinoise et fera monter le dollar, jusqu'à obtenir un rapport de force suffisamment favorable pour imposer un accord du type de celui du Plaza de 1985, qui avait forcé le Japon à réévaluer sa monnaie de 40 %. Les États-Unis doivent en effet refinancer environ 7 000 milliards de dollars de dette en 2025, sur un encours total de 33 000 milliards, ce qui les pousse à attirer massivement les capitaux mondiaux vers le dollar. L'objectif final serait de forcer soit une réévaluation du yuan pour rendre les exportations chinoises non compétitives, soit une hausse des salaires chinois pour créer une demande domestique pour les produits occidentaux, soit, à défaut, de capter ce différentiel via les droits de douane. Il est révélateur que les quatre premiers postes du déficit américain vis-à-vis de la Chine, smartphones, ordinateurs portables, électronique grand public et pharmacie, restent taxés à 0 %, car ils s'inscrivent dans les chaînes d'approvisionnement des multinationales américaines, alors que les véhicules électriques produits en Chine sont taxés à 100 %. La guerre technologique, dominante sous les démocrates, deviendrait ainsi progressivement une guerre monétaire sous les républicains, à partir de 2025.

La Chine, de partenaire à marché à exploiter pour l'Europe

Interrogé sur la vision chinoise de l'Europe, David Baverez rappelle que la Chine ambitionnait, jusqu'en 2003-2004, de faire de l'Europe une force de contrepoids face aux États-Unis. La révélation de la situation budgétaire réelle de la Grèce à cette période a convaincu Pékin que l'Europe n'était pas un partenaire fiable, la conduisant à

privilégier une stratégie de marché à exploiter commercialement, stratégie renforcée après la crise de 2008-2009. Résultat : un déficit commercial européen avec la Chine d'environ 400 milliards d'euros par an, obtenu notamment en négociant pays par pays et en exploitant les divergences croissantes entre la France et l'Allemagne.

Le point de rupture se situe aujourd'hui dans l'automobile, secteur qui représente 30 % de la R&D européenne et 50 % de la R&D privée du continent. Si cette industrie s'effondre sous la pression chinoise, c'est tout un écosystème de recherche et développement qui disparaît. Les constructeurs allemands, principaux bénéficiaires historiques du marché chinois, prennent la mesure de ce basculement : la marge opérationnelle de Mercedes est ainsi passée de 12 % à 6 % au troisième trimestre, sous l'effet d'une activité chinoise désormais à l'équilibre, avec des pertes annoncées pour les prochaines années. Cette prise de conscience allemande pourrait s'incarner dans le futur chancelier Friedrich Merz, dont l'entourage évoque déjà des coopérations renforcées avec l'Italie du Nord (sous-traitance industrielle) et la Pologne (défense européenne), ainsi qu'un rapprochement avec la Scandinavie pour les gains de productivité, dans la lignée du rapport Draghi.

Une crise immobilière chinoise deux fois plus grave que les subprimes américains

David Baverez alerte sur l'ampleur de la crise immobilière chinoise, qu'il estime deux à quatre fois plus importante que celle des subprimes américains de 2008, avec un coût évalué à environ 4 000 milliards de dollars, soit plus de 20 % du PIB chinois, contre environ 10 % pour la crise espagnole de 2008. Le pays compte aujourd'hui environ 50 millions d'appartements vides et 30 millions inachevés. À la différence des crises immobilières occidentales, dont l'impact est généralement exporté vers d'autres économies, celle-ci reste concentrée à 97 % sur la population chinoise elle-même, l'État refusant de faire porter le coût aux banques et assurances publiques. Les ménages chinois, dont l'épargne est massivement investie dans l'immobilier, subissent ainsi une perte de fortune significative, ce qui explique pourquoi les mesures de relance de la consommation peinent à produire leurs effets, malgré des taux d'intérêt réels particulièrement élevés au regard de l'inflation négative constatée sur les prix à la production.

Les réponses possibles de la Chine

Face à cette position de faiblesse relative, les leviers chinois identifiés par David Baverez incluent une dévaluation contrôlée du yuan, de l'ordre de 5 %, un effort accru en matière d'infrastructures sociales (santé, hôpitaux, services sociaux) pour soutenir la consommation intérieure, et l'utilisation de sa position dominante dans plus d'un tiers

des chaînes de valeur mondiales pour exercer une pression ponctuelle sur les États-Unis. Si les États-Unis tiennent la Chine par la haute technologie, la Chine tient en retour les États-Unis par les technologies moins sophistiquées mais stratégiques, comme les terres rares. À ce stade cependant, les États-Unis demeurent en position de force, et 2025 devrait rester une année favorable à l'économie américaine, au détriment de la croissance chinoise, dont David Baverez estime qu'elle est aujourd'hui plus proche de -2 % que des +4,5 % officiellement affichés, sur la base de l'évolution des recettes fiscales gouvernementales.

China plus one, et l'opportunité du capital privé chinois

Interrogé sur la pertinence, pour les entreprises françaises, d'une stratégie de diversification de type « China plus one » vers le Vietnam ou l'Indonésie, David Baverez estime que la véritable ligne de fracture n'est plus géographique, entre la Chine et l'étranger, mais oppose désormais le capital privé au capital étatique. Les entreprises occidentales et les entrepreneurs privés chinois partagent aujourd'hui un intérêt commun : ces derniers cherchent avant tout à faire sortir leurs capitaux de Chine. Le modèle mis en œuvre par Stellantis avec LeapMotor illustre cette opportunité : plutôt que de construire une nouvelle usine en Chine, où la surproduction est écoulee à perte, Stellantis a investi pour prendre 51 % des activités internationales de LeapMotor hors de Chine, laissant les pertes de production côté chinois et concentrant la marge à l'extérieur, tout en apportant sa marque, son réseau de distribution et ses capacités de financement. Cette approche partenariale suppose toutefois de composer avec les risques inhérents à la campagne anticorruption chinoise, particulièrement intense depuis deux ans, et avec des municipalités chinoises en grande difficulté financière, qui fonctionnent en réalité comme de véritables entreprises dirigées par des élus jugés sur leur capacité à créer des emplois et des recettes fiscales.

L'économie de guerre, une nouvelle façon de gérer l'entreprise

David Baverez insiste sur le fait que l'économie de guerre, telle qu'il la définit dans son ouvrage, ne se résume pas à un budget de défense en hausse : elle désigne un basculement structurel d'une économie tirée par la demande vers une économie tirée par l'offre et la production, où la disponibilité industrielle devient le facteur limitant, comme l'illustre Airbus, aujourd'hui davantage contraint par sa capacité de production que par son carnet de commandes. Il propose la création d'une nouvelle fonction dans l'entreprise, celle de directeur du risque géopolitique, chargé de revoir l'ensemble de la chaîne de valeur, de sécuriser la logistique, et de bâtir des lignes de crédit bancaires suffisamment larges pour absorber la volatilité désormais permanente des besoins de fonds de roulement, entre restockage stratégique excessif et déstockage brutal.

L'Europe face à la Chine et aux États-Unis : entre naïveté et opportunité

Interrogé sur la capacité de l'Europe à se défendre, David Baverez reconnaît des avancées, comme les taxations différenciées sur les véhicules électriques chinois ou le futur mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, tout en pointant des angles morts persistants : l'absence de taxation des véhicules hybrides, largement utilisés par les constructeurs chinois pour contourner les surtaxes, ou encore l'incohérence des transferts de technologie obtenus en échange de partenariats industriels, comme celui noué entre Stellantis et CATL dans les batteries, alors que l'avantage chinois relève moins d'un savoir technologique fondamental que d'une organisation industrielle intensive, avec des équipes mobilisables jour et nuit.

Sur l'Afrique et les pays émergents, David Baverez se montre pessimiste à court terme, estimant qu'ils sont pris en étau entre l'industrialisation chinoise subventionnée et la financiarisation américaine, ce qui pourrait nourrir des tensions Nord-Sud plus marquées que la rivalité Est-Ouest dans les décennies à venir, un point qu'il propose de surveiller notamment lors de la COP30 de Belém.

En réponse à un intervenant plus optimiste sur la résilience du commerce UE-Chine et sur la possibilité que l'Europe bénéficie indirectement des tensions sino-américaines, David Baverez identifie un risque spécifique : celui de voir l'Europe prise en tenaille par les États-Unis, sommée de s'aligner totalement sur leur politique vis-à-vis de la Chine sous peine de subir elle-même des droits de douane, à l'image du cas néerlandais autour d'ASML. Il conclut néanmoins sur une note résolument positive concernant l'Europe : dans un monde où la liberté de penser recule tant aux États-Unis, sous la pression de mouvements identitaires dans les universités, qu'en Chine, où le capital privé perd sa liberté d'agir, l'Europe demeure, selon lui, le dernier espace conjuguant liberté de penser et liberté d'agir, à condition de savoir mobiliser cette responsabilité collective, notamment à travers la consolidation de secteurs stratégiques identifiés par le rapport Draghi : la finance, la défense, les télécommunications et l'énergie.